



BoCa En BoCa (de Bouche à Oreille) est une revue indépendante qui cherche à diffuser ce qui se produit dans les communautés organisées du Chiapas. A travers des résumés ou d'extraits de leur communiqué, l'objectif est de dénoncer la stratégie du gouvernement et de générer de la solidarité entre les peuples. Le but au long terme est de la distribuer au sein des communautés indigènes dans leur propre langue.

Nouvelle escalade de violence et de répression contre les communautés organisées du Chiapas

★ Agua Azul, plus de 100 détenus

★ Mitziton, les actes de violence continues

★ S'ils touchent à l'un de nous, ils nous touchent tous

Dans la terre communale (ejido) de San Sebastian Bachajon, des adhérents de l'Autre Campagne dénoncent que le 2.02, près de 60 personnes "accompagnées par une centaine de policiers de différentes juridiction", "sont intervenus contre le poste de péage", "pour s'approprier le centre écotouristique des cascades d'agua azul", "où il y a 2 ans l'organisation l'avait récupérée avec effort, après que le gouvernement s'était réapproprié ce centre écotouristique pour faire ses plans lucratifs et d'investissements étrangers, après divers emprisonnement il recommence à le répéter de la même manière". "Un priiste perdit la vie durant un affrontement".

"Nous accusons le délégué du gouvernement de Chilón et le coordinateur politique et au Lic. Noe Castanon Leon secrétaire du gouvernement, ceci est le fruits de ses réunions qu'ils sont venus donner avec les dirigeants des partis".

Le 3.02 "alors que les groupes des partis avaient fait tombés des arbres pour que nous ne puissions passer pour récupérer le poste de péage".

Quelques heures après, nous fûmes "entourés de centaines d'éléments de la police" et ils détenaient "près de 121 intégrants de l'Autre Campagne en les accusants de divers délits". "En seulement une nuit, pressions, les 107 ejidatarios ont donné leurs déclarations bien qu'on ne leur proposa pas de traducteurs".

"Actuellement 10 compagnons sont prisonniers, pris en otage pour que le gouvernement réussisse son objectif". Argumentant que le 12/02 "se présenteraient 5 intégrants du gouvernement au siège de San Jose en Rebellia", "ils insisteraient pour dialoguer avec le gouvernement de l'état sur une minute d'accord pour que le poste de péage soit du gouvernement une fois le contrat signé ils libéreraient les 10 compagnons, que s'installerait une table de dialogue avec le gouvernement et le sujet serait réglé dirent les syniques, mais comme personne ne voulu ce qu'ils offraient, le même jour ils se sont dirigés vers les compagnons prisonniers pour leur proposer leur liberté en échange du poste de péage et du centre écotouristique".

Le 13.02 les ejidatarios de la communauté de Mitziton, adhérents à l'Autre Campagne ont signaler avoir souffert "d'une nouvelle attaque des paramilitaires de l'Armée de Dieu, où 2 compagnons furent séquestrés, l'un d'eux torturé et postérieurement dans une attaque avec des armes à feu l'un de nos compagnons fut blessé par balle".

Ils expliquaient comment furent séquestrés les compagnons torturés et comment ils tentaient de les libérer. Ce sera le Sous-délégué du gouvernement de la Region qui négociera avec les ravisseurs.

Le même jour à 23 heures, "arrivèrent les paramilitaires ouvrant le feu" et blessant un ejidatario de Mitziton. Ils rapportent que le 14/02 le "compagnon Andrés (un des séquestrés) est déjà de retour dans la communauté bien que fragile, il ne peut presque pas bouger à cause des coups". "Carmen (l'ejidatario blessé) est hospitalisé à San Cristobal dans un état stable."

"Comme peuple organisé de Mitziton nous nous trouvons réunis jours et nuits dans la maison ejidal" depuis le 13.02.

Le 26.02 un ejidatario du groupe de Mitziton "a été agressé à jets de pierres par un groupe des agresseurs paramilitaires". Plus tard un autre ejidatario est agressé en arrivant chez lui "Ses parents partipent à l'un des groupes agresseurs et à ce moment se trouvent buvant de l'alcool" avec d'autres agresseurs. Leur portant secours, 3 autres personnes seront blessées et amenées par la Croix Rouge.

Le 27/02 arrivèrent dans la maison des faits passés "d'autres membres du groupe agresseur, à prendre des photos et l'on craint qu'ils accusent faussement les compagnons blessés pour les dommages, fabriquant des délits pour que le mauvais gouvernement ait des prétextes pour nous envoyer en prison."

"Nous dénonçons les graves menaces et agressions de ce groupe, qui ont augmentées depuis 2009 moment où nous avons décidé de lutter organisés pour défendre notre territoire de l'expulsion qu'ils veulent nous soumettre et que la violence de leur part à notre encontre a augmenté et coïncide avec les attaques envers nos compagnons adhérents de Bachajon et de la Costa."

Le 16/02, le Conseil Autonome Régional de la Zone Côtière du Chiapas dénonce que le "Gouvernement de l'Etat du Chiapas a intensifié les agressions contre les frères et soeurs qui luttent et résistent dans les villages de Mitziton et Bachajon pour la défense de la terre et du territoire, utilisant l'appareil gouvernemental pour réprimer nos compagnons adhérents à l'Autre Campagne, grace à l'affrontement entre les peuples, la prison, les agressions physiques et médiatiques, et face à cette situation qui reign, nous revendiquons notre compromis comme adhérent à l'Autre Campagne de l'EZLN, s'ils touchent à l'un de nous, ils nous touchent tous."

Devant ces déclarations, le 22.02 "S'est réalisé un blocage routier à hauteur de Las Pilitas, entre Tonala et Pijijapan", où furent détenues une dizaine de personnes et emprisonnés 3 avocats du Centre des Droits de l'Homme Digna Ochoa.

Depuis ces emprisonnements, ils ont appelés à l'accompagnement "d'une Marche Motorisée depuis la Côte jusqu'au centre de réclusion d'El Amate et Tuxtla Gutiérrez, le 02/03, jour où s'accomplit la fin du délais légal pour libérer nos compagnons." Se sont rajoutés aussi à "l'appel à la mobilisation le 7 et 8/03 une Journée Mondiale pour la libération des prisonniers politiques de San Sebastian Bachajon, du Conseil Autonome Régional et de tout le Chiapas. Activité émanant de New York", journée durant laquelle furent libérés les avocats prisonniers, sous réserve de la loi, ce qui signifie que le processus pénal à leur encontre pour délit "d'émeutes" reste en vigueur.

Ils concluent: "une mention spéciale aux défenseurs des Droits de l'Homme de Digna Ochoa qui ont été accusés de hauts représentants du mouvement quand leur fonction était de protéger les garanties des communautés dans des actes professionnels qui les caractérisent et qui devrait être plus commun en ces temps qui courent, bien que le gouvernement utilise sa vieille politique "si le messager est mauvais, mort au messager".

★ Brèves ★

04/02- Intégrants de la OPECH dénoncent la corruption, et le vol de 93 500\$ et la fraude de gestion de la SRA au Chiapas pour les produits productifs.

05/02- En rejetant la répression contre des journalistes au Chiapas, la criminalisation des protestations sociales, le bain de sang, le FLNS célèbre l'anniversaire de la constitution avec des marches et blocages.

05/02- Blocage de l'organisation Lakluma Ixim entre Yajalon et Tila pour le 94° anniversaire de la promulgation de la constitution politique des Etats Mexicains, en dénonçant la violence.

08/02- Prison de Catazaja, Chiapas : des prisonniers politiques de Bachajon dénoncent la violation des droits de l'homme envers les indigènes.

11/02- Des prisonniers politiques émettent des dénonciations pour harcèlement de la part du système pénitencier de Villaflores et coups brutaux.

11/02- Des collectifs de femmes organisés de la Zone Nord du Chiapas se déclarent contre la privatisation des terres, de l'écotourisme et le respect de s'organiser et vivre à leur manière.

15/02- Le comité des Pauvres Paysans se solidarise avec les familles des prisonniers politiques indigènes tzeltales et exigent leur libération immédiate et inconditionnelle.

17/02- Le Peuple Unis pour la Défense de l'Energie Electrique (PUDEE), Selva nord dénonce le harcèlement de la CFE et des tentatives de division

21/02- Plusieurs organisations convoquent la société civile à se prononcer et à protester contre la loi migratoire nationale à Arriaga

★ APPUI LOCAUX, ETATIQUES, NATIONAUX ET INTERNATIONAUX POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES

DU CHIAPAS

Carte de Mohammed Khateeb et Mahmud Zawahre depuis Palestine pour Chiapas.
Nous désirons échanger avec vous un poème de notre poète national Mahmud Darwish:

Il est possible...
Il est parfois possible ...
Il est possible spécialement maintenant
Entrer dans une prison
Montant à cheval
Et échapper...
Il est possible que les murs de la prison
Disparaissent,
Que la cellule se convertisse en terre lointaine
Sans frontières:
-Qu'as-tu fais avec les murs?
- Je les ai retournés à la roche.
- Et qu'as-tu fais avec le toit
- Je l'ai fait monture
- et tes chaînes?
- Je les ai converties en stylo.
Le gendarme s'énerva

Il mit fin à mon dialogue.
Il a dit que la poésie n'était pas sienne
Et mit le verrou à ma cellule.
Il revint me voir
Dans la matinée,
Il m'a crié:
- D'où est sortie toute cette eau?
- Je l'ai amené du Nil.
- Et les arbres?
- Des potagers de Damas.
- Et la musique?
- de mes chaînes,
Le gendarme s'embarrassa;
Il mit fin à mon dialogue.
Il dit qu'il n'aimait pas ma poésie,
Et il mit le verrou à ma cellule.
Mais il revint à la tombée de la nuit:

- D'où est sortie cette lune?
- Des nuits de Bagdad.
- Et le vin?
- Des vignes d'Algérie.
- Et cette liberté?
Du verrou avec lequel hier tu m'as enfermé
Le gendarme devint très triste.
Il me pria de lui rendre
Sa liberté.

FREE PALESTINE



END THE OCCUPATION

En solidarité et lutte.

Mahmud Zawahre, coordinateur du comité populaire de Al-Ma'asara

Mohammed Khateeb, Comité populaire de Bil'in



16 février 1996, Signatures des Accords de San Andres



Le 16 février on fêta les 15 ans des Accords de San Andres, compromis et propositions conjointes que le gouvernement fédéral signa avec l'EZLN pour garantir de nouvelles relations avec les peuples indigènes, c'est à dire terminer avec la relation de subordination, d'inégalité, de discrimination, de pauvreté, d'exploitation et d'exclusion politique.

Ils demandèrent la reconnaissance des peuples indigènes dans la constitution et son droit à la libre détermination dans le cadre constitutionnel d'autonomie. Rendre plus ample la participation politique, la reconnaissance de ses droits politiques économiques sociaux et culturel, leur garantir l'accès total à la justice, promouvoir les manifestations culturelles, assurer l'éducation, la formation et profiter, respecter leur savoir traditionnel, satisfaire leurs nécessités basiques.

Avec cela, chaque programme ou projet de l'état doit garantir la participation des peuples indiens: libre détermination et autonomie, participation, pluralisme, intégralité, durabilité.



★ EGYPT: REVOLTE RAGEUSE DE 18 JOURS ★

La révolte sociale d'Egypte a commencé le 25 janvier avec de grandes marches de protestations, quelques semaines après. Le vendredi 28, "jour de rage", mais aussi jour de la grande prière hebdomadaire pour les musulmans, dans plus de 5 villes, des centaines de milliers d'égyptiens ont protesté. La répression a été forte, 200 morts, le président Mubarak appela l'armée, fit de grande réformes, changea son gouvernement et nomma un vice-président, mais les gens restèrent sur la place Tahrir.
Mais il est trop tard et cela reste insuffisant !

Le 1.02, jour de la marche du million, confirma les revendications du peuple, Mubarak parle pour la seconde fois, le 3.02 des gens du gouvernement ou payer par le gouvernement attaquent les manifestants, mais ceux-ci résistent, l'armée reste neutre. Le gouvernement s'excuse de cette violence et le 6.02 lance des négociations avec l'opposition sans résultat.

Le 8.02 des millions de gens prennent la rue de manière pacifique, les manifestants restent jour et nuit sur la place Tahrir, le mouvement gagne le sud du pays.

Le 11.02 Mubarak s'en va du pays en exile.

Des mouvements similaires se voient en Lybie, Yémen, Jordanie, Algérie, Maroc, Bahreïn... la révolte croît dans les pays arabes...

Tes idées suggestions et/ou critiques nous intéressent,
envoie les à: bocaenboca@riseup.net

Nous avons besoin de ton aide si:

- ★ Tu peux imprimer cette revue et la distribuer.
- ★ Si tu parles Français et peux nous aider à la traduction et co-correction. Bienvenue !
- ★ Nous t'invitons à participer au projet BoCa En BoCa en nous envoyant un courrier expliquant pourquoi et comment tu peux collaborer.
- ★ Tu veux faire un don.

Tu aimerais recevoir 'BoCa En BoCa' en format électronique afin de le diffuser? envoie nous ton e-mail.

★ Suivi d'informations ★

02/02- Les prisonniers politiques solidaires de la "Voz del Amate" suite à l'injustice de l'état envers les pauvres et marginaux du peuple indigène se mettent en grève de la faim pour demander au gouvernement leur liberté inconditionnelle.

08/02- Le peuple Ch'ol de Tila dénonce les autorités de l'Etat de les obliger à recevoir une indemnisation économique pour leurs 130 hectares de terres d'où ils furent expulsés anticonstitutionnellement en 1980.

14/02- Des étudiants de l'Ecole Normal Rurale Moctezuma Chiapas (FECMS) ont manifesté pour réclamer à Sabines leur internat et leur liste d'internat que leur avait quitté Salazar en 2003.

22/02- Communiqué de la société civil las Abejas après deux jours de jeun et d'action non violente pour se solidariser avec les Frères et sœurs de Ciudad Juarez, Chihuahua, qui souffrent de terreur et de morts dans cette "guerre" contre le narco.